



État des luttes

13 décembre 2018

1. Macron balance des miettes

Lors de son discours du 10 décembre, Macron a pris la parole pour essayer de calmer la mobilisation. Les annonces sont ridicules.



Comme nous l'écrivions dans notre dernier tract fédéral ([ici](#)), pour l'essentiel Macron maquille ses concessions par des artifices grossiers : l'augmentation des smicard.e.s sera payée par l'impôt de tous et toutes et non par les patrons ! Il persiste à attaquer la solidarité des prestations sociales en affaiblissant les cotisations et l'impôt : ces fausses solutions, qui à court terme peuvent séduire (heures supp), continuent en fait de détruire les services publics qui ne seront plus financés. La seule revendication satisfaite correspond à un sujet à la fois porté par le mouvement des Gilets jaunes et ayant fait l'objet de fortes mobilisations syndicales unitaires (sans la CFDT ni l'UNSA) depuis un an : il s'agit de l'annulation de l'augmentation de la CSG pour les retraité.es gagnant moins de 2 000 euros. Encore que l'argent volé à ces retraité.es en 2018 n'est pas rendu, que la mise en œuvre de la mesure semble plus aléatoire que le discours de Macron et qu'il n'y a pas de relèvement général des pensions (donc, pour les plus

petites, non assujetties à la CSG, il n'y a rien) !

Quelques grands patrons décident en effet de verser des primes de fin d'année : Total, Publicis, Iliad, Altice, LVMH... Preuve que de l'argent, il y en a. **Mais ces 1 000 euros de prime défiscalisés servent évidemment à éteindre la colère, comme l'a salué le patron du Medef, et ne sont rien face aux difficultés des travailleurs et des travailleuses à se nourrir, à se loger, à se déplacer, à se soigner.** Par ailleurs, les effets d'annonce marchent à plein : dans nombre d'entreprises, il y a déjà une prime de fin d'année ; ce qui est annoncé là, est en plus ? A la place ? C'est le flou complet.

2. Les organisations syndicales et Macron

Lundi matin, Macron a reçu ses partenaires sociaux. Dans la suite de leur communiqué unitaire du jeudi 6 (voir État des luttes du 10 décembre), CFDT, CGT, FO, CGC, CFTC, UNSA et FSU se sont rendus à l'Élysée.

Solidaires avait décliné l'invitation en disant que son rôle n'était pas de « discuter » (voir [ici](#)).

Les déclarations de chaque organisation après le discours de Macron se situent dans une suite logique à leurs respectives prises de position depuis le début du mouvement en cours, qu'il s'agisse de la [CFDT](#), de la [CGT](#), de [FO](#), de la [CFE-CGC](#), de la [CFTC](#), de l'[Unsa](#), de la [FSU](#) ou de [Solidaires](#).

3. La préparation de la journée de grève du 14 décembre

La CGT a appelé à une journée de grèves et de manifestations le 14 décembre. L'Union syndicale Solidaires s'est jointe à l'appel. La CNT-SO aussi. Dans certains secteurs et à certains endroits, l'appel est plus large, avec des appels de FO ou de la FSU également. Mais le nombre d'appels à la grève dans les entreprises et services demeure assez limité.

Une question centrale est celle de la jonction avec les Gilets jaunes pour le 5e samedi de mobilisation le 15 décembre. Si la journée de grève est suivie, les syndicalistes de la CGT ou de la FSU qui le veulent auraient plus de poids pour pousser leur syndicat à appeler aux samedis de manifestations des Gilets jaunes. C'est déjà le cas de Solidaires pour le 15 décembre, comme ça l'était pour le 8.



La réussite de cette journée est donc cruciale pour la suite du mouvement social. En fonction de sa réussite, une reconduction de la grève le lundi 17 décembre pourrait être envisagée. Il faut pousser pour cette solution partout où c'est possible.

4. La crise dans la CGT

Le [blog des communistes libertaires de la CGT](#) donne les informations sur la crise ouverte par la signature du communiqué du 6 décembre. Plusieurs unions départementales (UD) et fédérations demandent un Comité confédéral national (CCN) extraordinaire ; il semble peu

probable que le tiers des organisations soit atteint, comme le prévoit les statuts confédéraux.

Par ailleurs, plusieurs Unions départementales affichent leur soutien aux Gilets jaunes et appellent à manifester samedi 15.

5. La mobilisation continue dans la jeunesse

La contestation ne faiblit pas dans les lycées : le mardi 11 décembre, plusieurs centaines de lycées étaient encore marqués par des actions. Dans les rues, des milliers de lycéen-nes ont défilé à Paris, à Rennes ou à Marseille et des centaines dans de nombreuses villes.



Du côté des universités, le blocage de la fac de Nanterre a été voté jusqu'à ce jeudi ; même chose à Rennes-2. À Paris-1 (site de Tolbiac) ou à la Sorbonne, les bâtiments ont été fermés par l'administration. À Poitiers, la fac de sciences humaines est bloquée.

6. Des Gilets jaunes ailleurs

En Belgique, le mouvement a pris dès le 17 novembre. Ce mouvement est proche dans ses revendications : parti d'une colère contre la hausse des taxes sur le diesel, il s'est étendu à la contestation des mesures d'austérité mises en place par le gouvernement. La répression est forte.

Aux Pays-bas et en Bulgarie, quelques blocages par des Gilets Jaunes ont eu lieu.

En Égypte, la vente de gilets jaunes est sous

surveillance, voire interdite. De peur d'une nouvelle révolte sociale ?

Et jusqu'en Irak, le gilet jaune sert de signe de ralliement à des manifestant-es : [ici](#).

7. Répondre aux idées qui tournent chez les Gilets Jaunes

Le Pacte de Marrakech est un pacte de l'ONU préparé depuis 2016, et dont le vrai nom est « Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières ». Il a été adopté formellement les 10 et 11 décembre 2018. **C'est un pacte peu ambitieux et non contraignant pour les États. Le texte ne contient pas de « droit à l'immigration opposable », contrairement à ce que prétendent les intox de l'extrême-droite qui tournent sur les réseaux sociaux.** Il faut non seulement rappeler que ces fausses informations ont été propagées tout d'abord par Trump, puis reprises par la droite et l'extrême-droite françaises. Il faut également redire que toutes les personnes migrantes sont les bienvenues sur le territoire français, qu'une vie ne vaut pas plus qu'une autre et que les migrant-es sont victimes en France de persécutions policières racistes et d'exploitation patronale.

Le Référendum d'Initiative Citoyenne, ou RIC, existe déjà dans certains pays, comme la Suisse où il a pour nom « Initiative populaire ». Un certain nombre de citoyen-nes ayant le droit de vote peuvent soumettre au vote un texte à l'ensemble des citoyen-nes ayant le droit de vote. Dans l'état actuel, le RIC serait un progrès démocratique. Cependant, il ne faut pas être naïf: **il n'y a pas de démocratie authentique possible dans le système capitaliste, parce que l'intérêt général y est perpétuellement subordonné aux intérêts particuliers des fractions les plus influentes du capital.** Un exemple simple : si aujourd'hui, en France, l'État concédait un référendum sur l'avenir du nucléaire, le débat public serait nécessairement faussé par les lobbies (EDF, le CEA, Areva, Bouygues, Eiffage...)

qui mettraient leurs gigantesques moyens dans la balance pour que le peuple « vote bien ». Des millions d'euros seraient injectés dans des campagnes marketing avec spots télé, radio et avis d'experts stipendiés pour vanter les mérites de l'énergie atomique. Que pèseraient, face à cela, les partisans et partisanes d'une sortie du nucléaire?

La démocratie directe prônée par les libertaires est assez différente :

- primo, elle se situerait dans le cadre d'une économie socialisée, donc débarrassée des lobbys industriels et financiers parasitant le débat public;

- secundo elle aurait une portée bien plus globale que le RIC, puisqu'elle validerait directement les grandes orientations structurant la société en termes d'aménagement du territoire, de modèle énergétique, etc.

Et surtout, en quoi la question du droit à referendum répond-t-elle aux revendications sociales, urgentes et légitimes porté par le mouvement des Gilets jaunes ? Quel rapport entre le droit à referendum et l'augmentation du SMIC, des salaires, des pensions et des minimas sociaux ? Quel rapport avec la nécessité de prendre l'argent au patronat, aux riches qui exploitent la majorité de la population ? Dans le cadre du mouvement en cours, ce sujet rabâché par quelques groupes organisés, a surtout comme effet :

1. de diviser le mouvement sur un sujet qui ne répond en rien à l'urgence sociale, à l'exigence de transformer radicalement la société.

2. de déplacer les discussions vers des polémiques politiciennes au lieu de garder le cap sur les revendications concrètes, éminemment plus porteuses de changements de fond par la dynamique qu'elles créent.

On trouvera un bon résumé [ici](#).

Sur Etienne Chouard, principal propagandiste sur Internet de ce RIC, on trouvera des explications [ici](#).